

Une occasion ratée

« Une occasion ratée », voilà comment le Parti Socialiste juge les ordonnances sur le Code du travail.

Quelles étaient les ambitions des promoteurs de ce texte ? Améliorer le dialogue social et favoriser les créations d'emplois. Or, aucun de ces deux objectifs ne pourront être atteints avec ces ordonnances.



Une réforme dangereuse

« C'est d'ailleurs assez paradoxal de vouloir relancer le dialogue social en se précipitant et en utilisant la méthode des ordonnances », a souligné Rachid Témal. D'autant, a rajouté le président du groupe Nouvelle gauche à l'Assemblée, Olivier Faure, que la concertation n'a été que virtuelle.

Trois points principaux justifient l'hostilité des socialistes à ces textes. D'abord, le plafonnement des indemnités prud'homales. Le Parti Socialiste fait ainsi preuve de cohérence puisque c'est précisément cet élément qui avait motivé son opposition à la première version de la loi travail.

Ensuite, les licenciements collectifs seront possibles pour les groupes internationaux sur la base des frontières nationales. Cette vieille revendication patronale ouvre la porte à toutes les manipulations visant à présenter les comptes des entreprises de manière à faciliter les licenciements boursiers.

Enfin, les socialistes refusent la logique qui consiste à permettre, dans les entreprises de moins de 50 salariés, d'organiser des « négociations » sans l'intervention de syndicats.

Loin d'apporter la « sécurité » et la « simplification » promises aux chefs d'entreprises, ces ordonnances risquent,

au contraire, de rajouter de la complexité à la complexité, a insisté Rita Maalouf, secrétaire nationale aux entreprises.

En outre, la publication de ces textes intervient à un moment où des résultats économiques encourageants sont publiés.

Le Droit du travail mérite d'être réformé pour répondre aux évolutions du modèle économique de certaines entreprises. « Nous pensons, notamment aux salariés totalement précarisés dans des entreprises qui s'inspirent du système Uber et qui se retrouvent sans la moindre protection », précise Olivier Faure. « On voit par exemple se développer des auto-écoles low cost et les salariés qui y travaillent ont vraiment besoin d'un Code du travail protecteur ».

Reste la question de la mobilisation contre ces ordonnances. Dans un communiqué, le Parti Socialiste a rappelé qu'il « soutient, dans le respect de l'indépendance syndicale, toutes les démarches de mobilisation, mais qu'il ne sera pas pour autant co-initiateur de manifestations ». Chaque adhérent du PS devant adhérer à un syndicat, il lui appartient de suivre les mots d'ordre de son organisation syndicale.

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 14/9/2017



PRESSE
URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Avant...

C'était mieux avant... Combien de fois n'entend-on pas ce poncif. On connaît tous des nostalgiques réactionnaires, qui regrettent le temps d'avant, d'avant l'euro, d'avant la mondialisation, d'avant l'empire colonial...

Heureusement, Michel Serres vient de publier « C'était mieux avant », un petit livre pour remettre les choses en perspectives et démontrer que, non, ce n'était pas mieux avant.

Ce n'était pas mieux quand, par manque d'hygiène, la mortalité infantile dépassait les 150 pour 1 000 au début du XX^e siècle. Ce n'était pas mieux lorsque chaque génération connaissait au moins une guerre.

Ce petit livre, à lire et à offrir à tous les « papys ronchons » que nous connaissons dans notre entourage, a le mérite de rappeler que ce n'était pas mieux, avant.

PS29

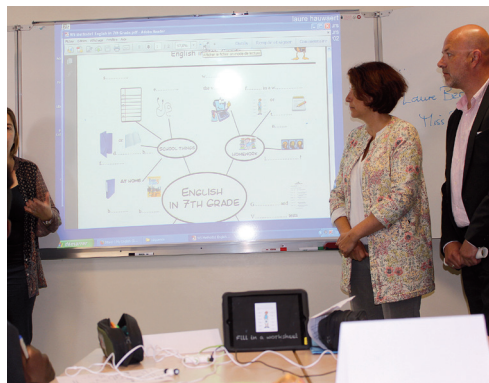
Chiffre de la semaine

3%

C'est ce que représentent les fraudes aux prestations sociales, le plus souvent de bonne foi, sur le total des fraudes.

Élèves et citoyens

Dans le Finistère et en Bretagne, Conseil départemental et Conseil régional agissent de concert pour apporter les meilleures conditions d'études et de vie aux collégiens et aux lycéens.



Des collèves connectés

« Au-delà des chiffres et du budget conséquent alloué pour les établissements, la rentrée scolaire est, pour la Région, l'incarnation d'une forte ambition pour l'Éducation, au sens complet du terme », insiste le président de la Région, Loïg Chesnais-Girard.

« Notre rôle, avec les 2 500 agents techniques est d'assurer les meilleures conditions possibles d'apprentissage et d'épanouissement pour les jeunes Bretonnes, mais aussi de donner aux enseignants les bons outils afin d'exercer correctement leurs métiers », explique Isabelle Pellerin,

vice-présidente de la Région en charge des lycées. « Ce qui se joue au lycée, c'est la préparation des jeunes citoyens et des jeunes actifs de demain.

Et cela concerne bien sûr toutes les filières, qu'elles soient générales ou professionnelles. »

« Les collégiens et les lycéens sont plus que des élèves. »

Les cantines scolaires sont de formidables outils pour défendre des convictions, tant pour le Département que pour la Région. Dans les 116 lycées publics, la Région s'est attelée à la question des achats de proximité et de qualité, en y associant de près les personnels de cuisine, groupements de commandes des lycées et équipes de direction. Le programme *Breizh Alim'*, lancé fin 2016 en lien étroit avec le monde agricole, porte à ce jour sur quatre filières, bien présentes en Bretagne et donc en capacité d'approvisionner en quantité les restaurants scolaires : le porc, le lait, les œufs et les produits de la mer.

Le département du Finistère a adopté pour sa part une charte qualité restauration comprenant quatre engagements pour que les collégiens mangent avec plaisir, dans un environnement apaisé, mangent équilibré, mangent des produits de qualité et mangent durable,

c'est-à-dire en évitant les gaspillages et en privilégiant les circuits courts.

Pour le Département et la Région, les collégiens et les lycéens sont plus que des élèves. Ils et elles sont aussi des citoyens. C'est pour cela que depuis maintenant douze ans, le dispositif *Karta* soutient les initiatives des lycéens dans des domaines comme la santé, le développement durable, la culture, l'ouverture au monde ou l'égalité femmes-hommes.



Une ambition pour l'Éducation

Dans le Finistère, la démarche « Collège et territoire » reprend les mêmes thématiques. Les classes @ctu offrent l'opportunité d'entrer dans le monde complexe de l'information, en amenant les élèves à analyser et décrypter des informations diffusées sur les différents médias et proposer ensuite des reportages audio ou vidéo.

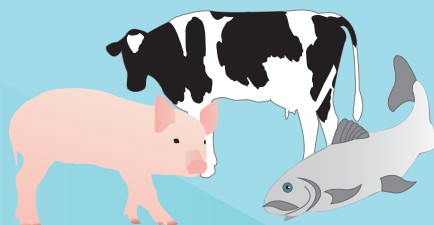
3 points forts de la rentrée 2017 en Bretagne



Des lycées connectés

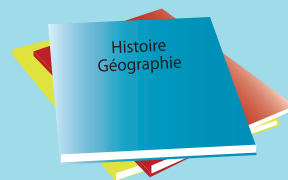
À la rentrée 2017, en attendant le développement de la fibre, la Région Bretagne a porté une attention particulière à la connexion des établissements de manière à ce qu'ils puissent disposer d'un débit minimum (entre 30 et 100 Mo).

En outre, la Région investit chaque année 4 millions d'euros pour le parc informatique des lycées.



Breizh alim'

Chaque année, 10 millions de repas sont servis dans les 116 lycées publics bretons. Le programme *Breizh Alim'*, lancé en 2016, en lien étroit avec le monde agricole porte, pour l'instant, sur quatre filières particulièrement présentes en Bretagne : le porc, le lait, les œufs et les produits de la mer.



Pass ressources pédagogiques

Afin de limiter les dépenses des familles et offrir à tous les lycéens les mêmes chances de réussite, la Région a mis en place le Pass ressources pédagogiques. La quasi totalité des lycées publics et privés adhèrent à ce dispositif doté de 4,5 millions d'euros.

Dans les lycées professionnels, l'aide à l'acquisition du premier équipement peut aller de 300 à 600 euros selon les filières.

Les socialistes votent le 28 septembre

Les socialistes du Finistère voteront, le 28 septembre, sur la feuille de route proposée par la direction nationale du PS, mais aussi pour choisir leur prochain.e Premier.e secrétaire fédéral.e.

En effet, dans un courrier envoyé à l'ensemble des adhérents, Marc Coatanéa a expliqué les raisons qui l'ont poussé à remettre sa démission et organiser une nouvelle élection. « **Après trois mandats exercés comme Premier secrétaire de notre Fédération, je souhaite aujourd'hui transmettre le relais à de nouveaux militants pour que notre Fédération se mette en situation de faire face au nouveau cycle politique qui s'ouvre en se dotant d'une nouvelle équipe de direction** », explique-t-il.

Cette décision intervient à un moment où le Parti Socialiste entre dans une période de réflexion et de rénovation après une séquence électorale « **d'une violence inouïe** ». D'ailleurs, le Premier secrétaire fédéral remercie dans son

courrier les adhérents qui ont « **tenu la barre dans la tempête et porté nos idées face aux vents contraires** ».

« **Le temps du combat est désormais passé, celui de l'analyse est maintenant venu** », insiste Marc Coatanéa. « **Nos candidat.e.s ne peuvent évidemment porter seul.e.s la responsabilité de cette situation et de la rupture nette de confiance que les Français.e.s nous accordaient encore en 2012. Tout échec,**



La parole est maintenant aux adhérents

comme toute victoire, s'inscrit dans une action collective. L'analyse prendra du temps. Elle doit procéder d'une lucidité et d'une honnêteté intellectuelle exigeantes pour nous permettre de reconstruire la gauche. C'est un des enseignements majeurs que nous avons hérités de Michel Rocard à l'esprit duquel tant d'entre nous sont toujours attachés ».

« **Notre Fédération connaît à ce jour une situation financière saine. Une situation politique constructive si j'en juge par la bonne tenue de notre Conseil fédéral du 26 juin dernier** », souligne Marc Coatanéa.

Ce sont donc les adhérent.e.s du Parti Socialiste qui choisiront, le 28 septembre, celui ou celle qui, comme Premier.e secrétaire fédéral.e, aura à mobiliser toutes les énergies pour construire le « *nouveau* » mouvement socialiste, pro-européen, progressiste et créatif sur les questions sociales et environnementales, capable d'inventer l'espace politique crédible qui sache convaincre à nouveau.

En savoir plus

Orion



Patricia Adam a été élue présidente de l'observatoire Orion, de la Fondation Jean Jaurès. Elle succède à Gwendal Rouillard, député de Lorient.

« Orion est l'un des rares cercles de réflexion et de propositions politiques en France dédié aux questions de défense et à la gestion des crises internationales. Il réunit responsables politiques, universitaires, fonctionnaires civils et militaires et experts », peut-on lire sur le site de la Fondation Jean Jaurès.

Premiers des observatoires créés au sein de la Fondation Jean-Jaurès, Orion-Observatoire de la défense a pour ambition de relancer le débat sur notre défense et la défense européenne.

Orion-Observatoire de la défense a vocation à devenir, pour la gauche française, un laboratoire d'analyse et de propositions dans les domaines de la réflexion stratégique, de la gestion des crises internationales et de paix, et en matière de politique militaire et d'armement.

En savoir plus : <https://jean-jaures.org/observatoires/observatoire-de-la-defense-orion>

Semaine européenne de la mobilité



Et si vous pouviez vous rendre à votre travail autrement qu'en utilisant seul votre voiture ? Pour valoriser tous les modes de déplacement, le Conseil départemental du Finistère organise, durant le semaine européenne de la mobilité (du 16 au

22 septembre) toute une série de temps forts sur le thème : « *Pour une mobilité propre, partagée et intelligente* ».

Tout au long de l'année, le Conseil départemental soutient et accompagne de nombreuses initiatives locales autour des déplacements en transports collectifs, auto-partage, à vélo et à pied.

En savoir plus sur tous les modes de déplacement dans le Finistère : <http://www.viaoo29.fr/>

Bio : année record en Bretagne

Selon les chiffres publiés par la Fédération régionale de l'agriculture bio, 2017 sera une année record pour l'installation des exploitations bio en Bretagne avec déjà 246 nouvelles fermes engagées au cours du premier semestre 2017.

En 2016, 310 fermes s'étaient converties au bio.

C'est surtout dans la production laitière (26 %) qu'on enregistre les conversions même si la tendance n'est pas aussi forte que l'année dernière (46 %). Viennent ensuite le maraîchage (17 %), les grandes cultures (13 %) et les volailles (9 %)

En savoir plus : <http://www.agrobio-bretagne.org/>

Agenda

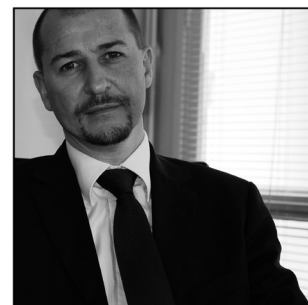
28 septembre

Votes en section sur la feuille de route et pour le/la premier.e secrétaire fédéral.e.

LDH : Le pari de l'intelligence collective

Malik Salemkour

Si certains citoyens ne s'engagent pas, un minimum les droits peuvent reculer, explique Malik Salemkour, nouveau président national de la Ligue des Droits de l'Homme, depuis le congrès qui s'est tenu à Grenoble au mois de juin dernier.



entendu le président Macron s'interroger sur la pertinence de l'état d'urgence mais après l'attentat de Manchester, le gouver-

nement a décidé de le prolonger et de préparer un nouveau texte pour l'inscrire dans la loi. Or, pour nous, l'état d'urgence doit rester exceptionnel. En effet, tous les rapports sur le sujet montrent que l'état d'urgence n'a été utile que quelques jours après les attentats. Les décisions les plus utiles ont été prises par le parquet anti-terroriste, dans le cadre de la loi ordinaire.

Je dois préciser que la question des migrants nous préoccupe aussi beaucoup. On constate un décalage entre le discours du président qui parle d'accueil digne et la réalité : des personnes sont poursuivies pour délit de solidarité et le nombre de places en Centres d'accueil et d'orientation est nettement insuffisant. Quand des personnes sont prêtes à risquer leur vie pour traverser la Méditerranée, il est vain de croire qu'on pourra les dissuader de venir en Europe.

Cap Finistère : Vous venez également de lancer une campagne intitulée «Connaissez-vous la LDH ?». Quelles idées reçues voulez-vous démonter ?

Malik Salemkour : Nous sommes des citoyens ordinaires, étudiants, salariés ou retraités, qui donnent de leur temps pour faire vivre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Nous ne sommes pas des professionnels. À la ligue, nous croyons à l'intelligence collective pour améliorer la société et trouver des solutions aux problèmes qui se posent.

La ligue, ce sont des gens qui s'engagent et travaillent avec d'autres organisations. Le message que nous voulons faire passer est le suivant : la défense des droits, c'est l'affaire de tous. Si certains ne s'engagent pas un minimum, les droits politiques, sociaux, économiques, culturels peuvent reculer.

Je précise qu'à la Ligue des Droits de l'Homme, nous ne divisons pas les droits. Nous ne sommes pas une association anti-raciste ou une association féministe. Nous sommes tout ça en même temps.

En savoir plus : <https://www.ldh-france.org/>

Cap Finistère : Comment devient-on président de la Ligue des Droits de l'Homme ?

Malik Salemkour : Je me suis engagé très tôt à la ligue et ça fait maintenant près de 30 ans que j'y milite. J'y ai trouvé un espace où on fait de la politique de manière non partisane. Nous nous engageons pour des valeurs et nous cherchons des alliés pour changer la société en ayant toujours à l'esprit la promotion de l'intérêt général. J'ai occupé de nombreuses fonctions, de président de section à trésorier national en passant par président de fédération ou vice-président national. J'ai aussi travaillé sur des sujets comme le logement, le racisme ou la vie associative. C'est sans doute pour cette vision transversale de l'organisation et les liens tissés avec nos partenaires que j'ai été élu pour présider la ligue.

Cap Finistère : Sur quoi ont porté les débats du congrès de Grenoble ?

Malik Salemkour : Sur deux crises qui traversent la société française. D'abord, la crise démocratique qui se traduit, notamment, par une trop forte abstention. Le chômage et la précarité tuent le citoyen. La question est pour nous, comment faire pour que chacun puisse être acteur et participer à la recherche de l'intérêt général. Par démocratie, nous entendons la démocratie politique mais aussi sociale et culturelle. Nous n'avons pas la solution mais nous voulons, avec d'autres, travailler à en trouver.

Ensuite, la France traverse une crise de l'égalité. Le racisme est un cancer. À cause de lui, des citoyens sont traités de manière différente et cela provoque des tensions. Il est donc urgent de recréer une communauté nationale dans laquelle tous les citoyens, quelque soit leur origine, leur religion, leur orientation sexuelle... seront totalement égaux.

Cap Finistère : Pour vous, la mobilisation contre l'état d'urgence permanent est la priorité de la rentrée ?

Malik Salemkour : Absolument. Nous avons

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1196 - Vendredi 15 septembre 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

